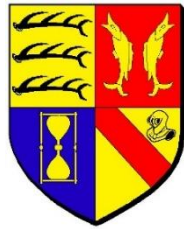


# Cahier des Clauses Administratives Particulières



Pouvoir adjudicateur
<p>Commune de BADEVEL 16 Grande Rue 25490 BADEVEL</p>

Objet de la consultation
<p>Réfection de voirie, aménagements de sécurité et mobilités douces RD463/RD210</p> <p><b>LOT 1 : VOIRIE</b> <b>LOT 2 : VOIE VERTE CONSTRUCTION BOIS</b></p>

<p>Commune de BADEVEL Réfection de voirie, aménagements de sécurité et mobilités douces RD463/RD210</p>		<p>CCAP</p>	<p>Page : 2/24 Ind. : 01</p>
---	---	-------------	----------------------------------

*Le présent C.C.A.P. comporte 24 feuillets*

## SOMMAIRE

<b>Article 1</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>5</b>
1.1	Objet du marché .....	5
1.2	Maîtrise d'ouvrage et pouvoir adjudicateur.....	5
1.3	Mode de consultation .....	5
1.4	Décomposition en tranches et en lots .....	5
1.5	Maîtrise d'œuvre.....	6
1.6	Contrôle technique .....	6
1.7	Coordination pour la sécurité et la protection de la santé.....	6
1.8	Sous-traitance.....	6
1.9	Regroupement d'entreprises (co-traitance).....	6
1.10	Prestations supplémentaires éventuelles et Variantes .....	6
1.11	Pièces constitutives du marché.....	6
<b>Article 2</b>	<b>PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX, RÉGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>7</b>
2.1	Unité monétaire retenue .....	7
2.2	Répartition des paiements .....	7
2.3	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes .....	8
2.4	Variation dans les prix .....	9
2.5	Augmentation ou diminution du montant des travaux.....	10
2.6	Approvisionnements .....	11
<b>Article 3</b>	<b>CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ .....</b>	<b>12</b>
3.1	Cautionnement – Retenue de garantie.....	12
3.2	Avance .....	12
3.3	Avance facultative .....	12
<b>Article 4</b>	<b>DÉLAI ET DURÉE D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS ET PRIMES.....</b>	<b>12</b>
4.1	Délai et durée d'exécution des travaux.....	12
4.2	Prolongation du délai d'exécution.....	13
4.3	Pénalités pour retard.....	13
4.4	Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé .....	14
4.5	Malfaçons.....	15
<b>Article 5</b>	<b>RÉALISATION DES OUVRAGES.....</b>	<b>15</b>
<b>Article 6</b>	<b>DISPOSITIONS ET SUJÉTIONS DIVERSES .....</b>	<b>15</b>
6.1	Organisation.....	15
6.2	Hygiène et sécurité.....	15
6.3	Registre de chantier.....	15
6.4	Stipulations relatives aux travaux en régie .....	16

6.5	Mesures particulières concernant la circulation.....	16
6.6	Autorisations diverses à solliciter .....	16
6.7	Matériaux et produits normalisés.....	16
6.8	Critères d'équivalence.....	16
6.9	Agrément .....	17
6.10	Confidentialité et Règlement général sur la protection des données.....	17
<b>Article 7</b>	<b>IMPLANTATION DES OUVRAGES – TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX.....</b>	<b>17</b>
7.1	DT/DICT.....	17
7.2	Marquage - Piquetage.....	18
7.3	Incertitude sur la localisation précise des réseaux enterrés .....	18
7.4	Arrêt des travaux.....	18
7.5	Protection des personnels.....	19
<b>Article 8</b>	<b>CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>19</b>
8.1	Réception.....	19
8.2	Garanties contractuelles .....	19
8.3	Assurances.....	22
<b>Article 9</b>	<b>RESILIATION – INTERRUPTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>23</b>
9.1	Résiliation pour défaut d'assurance .....	23
9.2	Pour non-conformité aux prescriptions du C.C.T.P. ....	23
9.3	Pour fusion de société .....	23
9.4	Autres cas de résiliation : .....	23
9.5	Arrêt de chantier ordonné par le Maître d'Œuvre pour le Maître d'Ouvrage .....	24
<b>Article 10</b>	<b>CHANGEMENT EVENTUEL DU TAUX DE TVA.....</b>	<b>24</b>
<b>Article 11</b>	<b>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>24</b>
11.1	Dérogations au C.C.A.G. Travaux : .....	24

## ABREVIATIONS UTILISEES

C.C.A.G. : Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (issu de l'arrêté du 30 mars 2021)

C.C.A.P. : Cahier des Clauses Administratives Particulières

C.C.T.P. : Cahier des Clauses Techniques Particulières

## Article 1 **OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES**

### 1.1 ***Objet du marché***

Les stipulations du présent C.C.A.P., concernent les travaux de réfection de voirie, aménagements de sécurité et mobilités douces RD463/RD210 à BADEVEL (25 490).

Le présent CCAP est commun aux deux lots

Les travaux sont décrits dans les pièces techniques jointes au marché (CCTP, plans, etc.).  
**Le descriptif des prestations attendues est précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot, ses annexes éventuelles, ainsi que dans le document financier propre à chaque lot.**

**Il s'agit d'une opération de travaux.**

### 1.2 ***Maitrise d'ouvrage et pouvoir adjudicateur***

Commune de BADEVEL  
16 Grande Rue  
25490 BADEVEL

### 1.3 ***Mode de consultation***

Ce marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique - décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018.

### 1.4 ***Décomposition en tranches et en lots***

La consultation est allotie selon ce qui suit :

Lot	Intitulé
Lot 1	VOIRIE
Lot 2	Voie verte construction bois

Chacun des lots fait l'objet d'un marché séparé. Il est possible aux candidats de présenter une offre pour un seul lot ou plusieurs lots.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

## **1.5 Maîtrise d'œuvre**

**BEREST**  
71, rue du Prunier  
BP 21227  
68012 COLMAR CEDEX  
Tél. : 03.89.20.30.10  
Courriel : colmar@berest.fr

## **1.6 Contrôle technique**

Sans objet

## **1.7 Coordination pour la sécurité et la protection de la santé**

La coordination CSPS est en cours de consultation.

## **1.8 Sous-traitance**

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché qu'après avoir obtenu, du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Les formalités à respecter pour la présentation du sous-traitant sont fixées dans le code de la commande publique et dans le C.C.A.G.

Le titulaire doit joindre en sus des renseignements une attestation de responsabilité civile professionnelle du ou des sous-traitant(s).

## **1.9 Regroupement d'entreprises (co-traitance)**

Ces conditions sont appliquées conformément à l'article 3.5 du C.C.A.G.

Il faudra néanmoins spécifier explicitement les modalités de paiement.

La décomposition des coûts et des tâches affectées à chaque partie est à indiquer dans l'offre.

## **1.10 Prestations supplémentaires éventuelles et Variantes**

### **1.10.1 Les prestations supplémentaires éventuelles**

Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle.

### **1.10.2 Variantes**

Les variantes sont autorisées.

## **1.11 Pièces constitutives du marché**

Par **dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux**, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

## **A - Pièces particulières :**

- l'acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la Personne Publique fait seul foi,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la Personne Publique fait seul foi,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi,
- un Bordereau des Prix Unitaires et un Détail Quantitatif et Estimatif ou DPGF à compléter par le Titulaire,
- le(s) plan(s) à remettre par le Titulaire,
- le mémoire remis par l'entreprise dans le cadre de l'exécution du marché,
- l'attestation d'assurance de responsabilité civile couvrant l'activité du titulaire ainsi qu'une attestation de garantie décennale

## **B - Pièces générales (pièces non jointes) :**

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux ([arrêté du 30 mars 2021](#)),
- l'ensemble des Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux travaux concernés,
- les Documents Techniques Unifiés (DTU),
- les documents techniques publiés par le CSTB.
- les normes en vigueur

Concernant les cinq derniers documents, les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est décrit à l'Article 2 suivant. Ces pièces générales, que le Titulaire déclare parfaitement connaître, ont un caractère contractuel bien qu'elles ne soient pas matériellement jointes au marché.

## **C - Pièces établies par le Titulaire du marché :**

Le Titulaire produira un dossier conforme aux prescriptions du CCTP et comprenant notamment selon le lot :

- un acte d'engagement ;,
- un mémoire technique tel que défini au Règlement de la Consultation,
- un Bordereau des Prix Unitaires et un Détail Quantitatif et Estimatif ou DPGF à compléter par le Titulaire,
- un planning prévisionnel.

## **Article 2      PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX, REGLEMENT DES COMPTES**

L'ensemble des travaux, matériels, matériaux, et autres prestations nécessaires à l'exécution du marché sont à la charge intégrale du Titulaire du marché.

### **2.1      *Unité monétaire retenue***

L'Euro.

### **2.2      *Répartition des paiements***

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au :

- Titulaire et le cas échéant à ses sous-traitants,
- Titulaire mandataire, ses cotraitants et le cas échéant leurs sous-traitants.

### **2.2.1 Modalités de paiement direct**

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant conjoint, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

Pour les sous-traitants, le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par le Titulaire groupé qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné : cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance. Si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

## **2.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

### **2.3.1 Caractéristiques des prix pratiqués**

Les ouvrages ou prestations du marché, seront réglées par application des prix unitaires hors TVA dont le libellé est donné dans les pièces du marché.  
Les montants des décomptes sont calculés en appliquant le taux de TVA.  
Dans tous les cas, ne seront réglées que les prestations effectivement réalisées.

### **2.3.2 Modalités du règlement des comptes du marché**

Les acomptes seront réglés sur présentation d'un projet de décompte établi par le Titulaire et soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre.

**Les projets de décompte seront des factures électroniques.**

L'agence pour l'informatique financière de l'Etat (AIFE) a développé une solution technique mutualisée et gratuite aux entreprises, aux collectivités locales et établissements publics. Cette plateforme s'appelle **Chorus Pro**.

**Pour le dépôt : BEREST RHIN-RHONE numéro de SIRET 820 961 019 000 16.**

Les projets de décompte sont libellés au nom du pouvoir adjudicateur.

Les situations mensuelles prennent en compte les pourcentages d'avancement de chaque poste élémentaire.

### **2.3.3 Mandatement – Intérêts moratoires**

Les sommes dues au Titulaire lui seront payées dans le délai réglementaire.

Le défaut de paiement dans le délai global de paiement ouvre droit à des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours auquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

## **Article 3 DUREE DU MARCHE - DELAI D'EXECUTION**



### 3.1 *Durée du marché et délai d'exécution*

Pour chaque lot, le marché est conclu à compter de sa date de notification au titulaire jusqu'à la date d'expiration de la garantie de parfait achèvement des travaux. Il n'est pas reconductible.

Le délai global d'exécution du marché comprend : la période de préparation, la réalisation des travaux nécessaires, le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux.

Il débute à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation, au titulaire.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la durée de la période de préparation de chantier est précisée pour chaque lot, dans le planning joint au dossier D.C.E.

Pour chaque lot, le candidat pourra proposer de meilleurs délais d'exécution dans le cadre de son offre. Ces délais devront cependant impérativement respecter les délais plafonds. Suite à la notification du marché, un planning détaillé d'exécution sera établi d'un commun accord avec chaque titulaire, et prendra valeur contractuelle.

Il est à noter que plusieurs interventions seront nécessaires pour les lots. L'entrepreneur s'engage sur un délai d'exécution d'après le phasage présenté dans le planning joint au dossier.

Aucune plus-value ne pourra être tolérée pour une intervention en plusieurs phases.

Une prolongation du délai d'exécution pourra être autorisée dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG Travaux.

Il est précisé que les jours d'intempéries sont décomptés et constatés conjointement entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé au-delà de 5 jours d'intempéries d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels mentionnés ci-dessous dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier (la station météo de référence étant : MULHOUSE - BALE).

Nature du phénomène	Intensité limite
Pluie	> 10 mm pendant 24h00 consécutives
Vent	Vitesse > 40km/h, pendant 24h00 consécutives
Température	0°C < température pendant les heures ouvrables
Chaleur	Canicule > 35°C 8h consécutives
Neige	Epaisseur > 5 cm mesurés sur sol terrain plat
Gel	-5°C pendant 7 jours calendaires

Conformément à l'article 18.2.1, toute prolongation du délai d'exécution du marché, qu'il s'agisse de la période de préparation ou du délai d'exécution des travaux, ne peut résulter que d'une modification de marché. Un ordre de service seul ne suffit pas.

### 3.2 *Variation dans les prix*

#### 3.2.1 *Type de variation des prix*

Les prix sont **révisables** suivant les modalités fixées ci-après.

### 3.2.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois '0'. Ce mois correspondant au mois d'établissement des prix (mois de remise des offres ou mois de remise de la dernière offre négociée).

### 3.2.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est le suivant :

Sous réserve que le mois du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois M0, l'actualisation est effectuée par application au prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (I_{m-3}) / I_0$$

Dans laquelle :

- P est le prix actualisé ;
- P0 est le prix indiqué à l'acte d'engagement au mois M0 ;
- Im-3 est la valeur de l'indice retenu à une date antérieure de trois mois à la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des travaux ;
- I0 est la valeur de ce même indice au mois M0.

Lors de la mise en œuvre de la formule de l'actualisation de prix, les calculs intermédiaires sont effectués avec au maximum trois décimales.

L'indice de référence retenu pour le présent marché est le suivant :

Lot	Intitulé du lot	Indice de révision applicable
1	VOIRIE	TP08 - Travaux d'aménagement et entretien de voirie
2	VOIE VERTE CONSTRUCTION BOIS	BT 16 – Charpente bois

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

## 3.3 Augmentation ou diminution du montant des travaux

**Par dérogation à l'article 14.3 du C.C.A.G.**, en cas d'augmentation du montant des travaux, aucune indemnité ne sera versée au Titulaire.

**Par dérogation à l'article 15.1 du C.C.A.G.**, seule une diminution du montant des travaux de plus de 50 % donnera un droit à indemnisation de l'entreprise. L'indemnisation sera plafonnée à 5 % de la masse des travaux réalisés.

Commune de BADEVEL Réfection de voirie, aménagements de sécurité et mobilités douces RD463/RD210	 <b>BEREST</b> INGÉNIERIE	CCAP	Page : 11/24 Ind. : 01
--	--	------	---------------------------

### **3.4 Approvisionnements**

Aucun acompte pour approvisionnement ne sera versé. Sauf en cas d'accord écrit en cours d'exécution entre le maître d'ouvrage et le titulaire pour approvisionnement de fournitures ou d'équipements (commande groupée, délai de fabrication).

**Par dérogation à l'article 10.4 du C.C.A.G** les matériaux, produits ou composants de construction ayant fait l'objet d'un acompte pour approvisionnement sont la propriété du maître d'ouvrage à hauteur de l'avance effectuée.

Le titulaire est responsable de leur bonne garde, quel que soit le lieu de stockage, et prend les mesures adéquates pour s'assurer qu'ils ne seront pas endommagés, ni affectés à un autre usage. A défaut, il s'engage à constituer de nouveaux approvisionnements équivalents à ses frais et risques.

## **Article 4      CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **4.1      *Cautionnement – Retenue de garantie***

Chaque situation fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 (cinq) % dans les conditions prévues au code de la commande publique. Cette garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions du code de la commande publique.

La retenue de garantie est remboursée dans les conditions fixées dans le code de la commande publique.

### **4.2      *Avance***

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant TTC des prestations confiées au titre du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, des prestations confiées au titre du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché avec les particularités détaillées dans le code de la commande publique.

Toutefois, le Titulaire, ou le sous-traitant, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande, ou d'une caution personnelle et solidaire, à concurrence du montant de l'avance.

### **4.3      *Avance facultative***

Aucune avance facultative ou prime ne sera versée.

## **Article 5      DÉLAI ET DURÉE D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS ET PRIMES**

### **5.1      *Délai et durée d'exécution des travaux***

Le délai d'exécution pour l'ensemble des travaux et les autres délais particuliers sont fixés dans l'Acte d'Engagement et commencent à courir à compter de la date de commencement indiquée dans l'ordre de service (OS) de démarrage des travaux ou dans les OS spécifique aux délais particuliers.

Le délai d'exécution (resp. la durée d'exécution) est la période maximale (resp. effectivement observée), comprise entre l'ordre de service de démarrage des travaux et la date d'effet de la réception des travaux.

Dans le délai global d'exécution sont également compris :

- la période de préparation,
- les délais de livraison de tous les fournisseurs,
- le délai de repliement des installations et de remise en état des lieux,
- les congés d'été ou autres, éventuellement programmés par l'entrepreneur

Le délai maximal de repliement des installations de chantier et de remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, est de quinze jours. En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du Titulaire, après mise en demeure, avec application d'une pénalité par jour de retard conformément aux dispositions ci-dessous.

## 5.2 Prolongation du délai d'exécution

En application de l'article 18.2.3. du CCAG, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal au nombre de jours d'arrêt de travail réellement constaté, que cet arrêt résulte d'intempéries visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels que le maître d'œuvre juge incompatibles avec une bonne exécution des travaux. En tout état de cause, l'augmentation du délai consécutif aux intempéries ne pourra donner lieu à supplément de prix. En cas d'intempéries obligeant à un arrêt de chantier, l'entrepreneur devra le signaler à la Direction des Travaux qui le constatera par ordre de service.

## 5.3 Pénalités pour retard

Les pénalités prévues ci-dessous sont cumulables entre elles et directement retenues sur les factures correspondantes.

Il est précisé qu'en application des dispositions de l'article 19 du CCAG-Travaux, avant toute application de pénalités de retard ou autres, le titulaire sera mis en demeure de présenter ses observations. Il dispose pour cela d'un délai de quinze jours à compter de la notification de la mise en demeure.

Celle-ci précisera le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, la ou les fautes visées, ainsi que le délai imparti au titulaire pour y remédier.

Ce délai accordé au titulaire pour se justifier, ainsi que l'application finale de pénalités ne sauraient libérer ce dernier de ses obligations contractuelles, et cela à quelque titre que ce soit.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, les pénalités applicables sont les suivantes. Sauf mention expresse, ces pénalités sont identiques pour chaque lot.

### ➤ Pénalités de retard :

Intitulé du lot	Montant de la pénalité
Lot 1 et lot 2	1/500 du montant HT pour lequel le marché a été conclu, par jour calendaire de retard.

Ce retard est estimé par rapport au planning d'exécution validé d'un commun accord.

### ➤ Pénalité pour non-démarrage dans les délais fixés par l'OS de service et le planning de l'opération :

Intitulé du lot	Montant de la pénalité
Lot 1 et lot 2	1/500 du montant HT

- Pénalité pour non-respect des prescriptions d'hygiène et sécurité et/ou du code du travail (hors travail dissimulé) :

Le montant de la pénalité est fixé à 300€ par jour calendaire tant que subsiste le manquement constaté.

- Pénalité pour retard dans la remise de documents d'exécution, de documents de synthèses, de documents nécessaires à l'ordonnancement du chantier et des DOE.

Le montant de la pénalité est fixé à 250 € par document et par jour calendaire de retard.

- Pénalité pour absence aux réunions de chantier

Le montant de la pénalité est fixé à 200 € par absence du conducteur de travaux responsable du chantier, aux réunions de chantier ;

- Pénalité pour emprises et zones de stockage non conforme au Dossier d'Exploitation sous Chantier et/ou plan d'installation de chantier validé par le maître d'œuvre

Le montant de la pénalité est fixé à 500 € par jour calendaire par constat et par emprise.

- Pénalité pour mise en œuvre d'un matériel ou d'un matériau non agréé par le maître d'œuvre

Le montant de la pénalité est fixé à 200€ par constat.

- Pénalité pour non-respect de l'obligation d'insertion sociale par l'activité économique :

Le montant de la pénalité est fixé à 60 € par heure non réalisée.

- Pénalité pour imperfection technique :

En l'attente d'un accord entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur, les imperfections et malfaçons éventuelles pouvant relever de l'article 41 du CCAG-Travaux feront l'objet d'une réfaction provisoire de 30 % du montant hors TVA des travaux correspondants, tel qu'il résulte de l'application des prix du BPU aux quantités réellement exécutées et des sous-détails des prix.

- Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché apprécié après remise du décompte général définitif (DGD). Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

#### **5.4 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé**

En application du code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées dans ce dernier, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du marché (dans la limite du montant des amendes encourues).

## **5.5 Malfaçons**

Lorsqu'il est prouvé qu'une malfaçon est réalisée, sa remise en état incombe à l'entreprise titulaire sans plus-value, dans les délais qui lui seront notifiés.

## **Article 6 RÉALISATION DES OUVRAGES**

Le Titulaire est entièrement responsable des dommages et accidents de toute nature se rapportant à l'exécution des obligations de son marché même lorsqu'il s'agit de travaux en régie effectués par ses soins, ou sous l'autorité directe du pouvoir adjudicateur ou de travaux exécutés par celui-ci en lieu et place du Titulaire.

Le Titulaire est entièrement responsable de la conservation des bornes cadastrales. En cas de déplacement ou de disparition dûment constatée de bornes, celles-ci seront reposées par le géomètre ayant procédé au bornage initial, et ce aux frais exclusifs du Titulaire.

Le Titulaire sera civilement responsable :

- des dégâts survenus au cours des travaux aux immeubles, rues, places, trottoirs, clôtures, etc... par suite de travaux, transport et dépôt faisant partie de l'entreprise,
- des détériorations d'ouvrages souterrains publics ou privés et des canalisations de toutes sortes,
- des accidents qui pourraient arriver à ses ouvriers et aux tiers pendant la durée des travaux,
- des accidents qui pourraient arriver sur la voie publique au cours des travaux et par suite de barrage et signalisation insuffisants du chantier.

Le Titulaire devra consulter, en temps utile, les compagnies concessionnaires ou les propriétaires des ouvrages dont la conservation et le fonctionnement pourraient être perturbés par l'exécution des travaux.

**Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG**, si à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou circulations d'engins exceptionnels, la charge est entièrement prise en compte par le Titulaire.

## **Article 7 DISPOSITIONS ET SUJÉTIONS DIVERSES**

### **7.1 Organisation**

Tous les raccordements provisoires nécessaires au chantier (eau potable, assainissement, électricité, téléphone, etc.) sont à la charge du Titulaire. Les consommations d'eau et d'énergie enregistrées jusqu'à la réception du chantier lui sont facturées directement par les services gestionnaires.

### **7.2 Hygiène et sécurité**

Le Titulaire se conformera pour ces points à l'article 31.4 du CCAG et à la réglementation définie le Code du Travail (version en vigueur).

Le titulaire respectera notamment les dispositions prescrites par les autorités nationales relative à la pandémie en cours de la COVID-19.

### **7.3 Registre de chantier**

**Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG**, il n'est pas imposé la tenue d'un registre de chantier.

#### **7.4 Stipulations relatives aux travaux en régie**

Pendant toute la durée des éventuels travaux en régie, le Titulaire conserve la responsabilité de l'employeur vis-à-vis du personnel détaché et celle du propriétaire vis-à-vis des matériaux fournis.

Le pouvoir adjudicateur ne peut être recherchée en aucune façon à l'occasion des accidents dont les ouvriers occupés par lui en régie sont victimes dans leur travail. Le Titulaire supporte seul les obligations résultant de la loi sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles en vigueur.

#### **7.5 Mesures particulières concernant la circulation**

cf. CCTP

#### **7.6 Autorisations diverses à solliciter**

La recherche et l'obtention des permissions de voirie pour occupation du domaine public sont assurées par le pouvoir adjudicateur.

La recherche des autorisations de passage en terrain privé pour la pose de canalisations et ouvrages est également assurée par le pouvoir adjudicateur.

Les autorisations d'accès ainsi que les zones de stockage que le Titulaire souhaite établir temporairement en domaine privé feront l'objet de conventions écrites entre les propriétaires publics ou privés et le Titulaire. Une copie de ces conventions sera adressée au pouvoir adjudicateur.

#### **7.7 Matériaux et produits normalisés**

Conformément à l'article 23 du CCAG, les composants, produits et procédés doivent être conformes aux normes françaises homologuées (normes nationales transposant les normes européennes).

Dans le cas d'une absence de norme, le Titulaire utilisera des matériaux et matériels disposant d'un agrément ou d'un certificat de qualité, attribué par un organisme français agréé par le Ministère de l'Industrie.

#### **7.8 Critères d'équivalence**

Afin de permettre un jugement des offres le plus précis possible, l'Entrepreneur indiquera dans son offre les spécifications détaillées et nominatives d'un matériel donné. Il pourra, à l'exécution, proposer tout matériel équivalent à celui mentionné.

Il devra en faire la demande d'agrément au Maître d'Œuvre à l'aide du formulaire type joint en annexe.

Le matériel proposé en lieu et place du matériel préconisé, doit :

- avoir les mêmes caractéristiques fonctionnelles (**à l'unique appréciation du Maître d'Œuvre**),
- être exécuté dans les mêmes matériaux (composition chimique identique),
- avoir au maximum le même encombrement ou l'encombrement standard s'il existe,
- être d'un entretien au moins aussi aisé,
- n'induire aucun frais de fonctionnement ou d'entretien plus important,
- répondre complètement aux pièces réglementaires du marché.



## 7.9 Agrément

Le Titulaire du marché présentera au Maître d'Œuvre, en principe pendant la phase de préparation, une liste de matériaux et matériels qu'il se propose de mettre en œuvre. Le Maître d'Œuvre indiquera sur cette liste les positions pour lesquelles le Titulaire devra présenter une demande d'agrément.

Celle-ci comportera les éléments suivants :

- **Matériels et équipement :**

Description du matériel  
Type et marque  
Fournisseur  
Liste de références récentes (moins de 3 ans)

- **Matériaux :**

Type de matériaux et classification  
Fournisseur  
Certificats de qualité / agrément divers

Le Maître d'Œuvre donnera sa réponse au plus tard dix jours ouvrables après la date de réception de la demande.

En cas de non-respect, le Titulaire se verra contraint au remplacement des pièces et matériaux non agréments, à ses frais exclusifs.

## 7.10 Confidentialité et Règlement général sur la protection des données

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires (y compris sous-traitants), afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire devra respecter les dispositions du règlement européen, le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD applicable à compter du 25 mai 2018).

## Article 8 **IMPLANTATION DES OUVRAGES – TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX**

### 8.1 ***DT/DICT***

Les réponses obtenues aux DT (déclarations de projet de travaux) par le pouvoir adjudicateur ainsi que, le cas échéant, le résultat des investigations complémentaires menées seront communiqués au Titulaire après notification du présent marché.

La durée de validité des DT effectuées par le pouvoir adjudicateur est fixée à trois mois.

Les éventuelles modifications, extensions ou créations de réseaux intervenues entre la signature du marché et l'exécution des travaux doivent être convenablement prises en compte par le Titulaire.

La DT pourra être renouvelée par le pouvoir adjudicateur si le projet est remis en cause par de telles modifications, extensions ou créations de réseaux.

Ces aléas relèvent de la responsabilité du pouvoir adjudicateur qui les prendra en charge financièrement.

Les modifications au marché induites par ceux-ci feront l'objet d'un avenant au marché.

Il appartient, par ailleurs, au Titulaire d'effectuer toutes les démarches nécessaires à l'obtention des DICT (Déclarations d'Intention de Commencement de travaux) avant le démarrage des travaux.

La DICT n'est pas obligatoire auprès des exploitants ayant fourni une réponse « non-concerné » à la DT, datant de moins de trois mois à la date de démarrage du chantier et n'ayant signalé aucun changement dans le même délai.

L'absence de réponse à la DICT par un exploitant de réseau sensible pour la sécurité a pour conséquence l'impossibilité de démarrer les travaux.

Dans ce cas, le Titulaire ne subira pas de préjudice, ni de pénalités en cas de retard du chantier dû à l'absence de réponse de l'exploitant deux jours après la relance faite par le titulaire.

Le Titulaire devra enfin renouveler les DICT si la durée des travaux est supérieure à six mois et que des réunions avec l'exploitant n'ont pas été planifiées.

## **8.2 Marquage - Piquetage**

**Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG**, le marquage / piquetage est effectué par le Titulaire, pendant la période de préparation. Cette opération est prise en charge financièrement par le pouvoir adjudicateur, le Titulaire veillera donc à l'inclure dans ses prix. Aucune réclamation à ce titre ne pourra être prise en compte après notification du marché. A noter toutefois, que le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre, fournissent les points principaux des axes de la voirie ou les limites parcellaires. Dans tous les cas, les points fournis seront conservés par l'Entrepreneur et remis en place à ses frais en cas de disparition.

## **8.3 Incertitude sur la localisation précise des réseaux enterrés**

Lorsqu'il existe une incertitude sur la localisation précise des réseaux enterrés, le pouvoir adjudicateur doit en principe réaliser des investigations complémentaires. Toutefois, il peut en être dispensé dans certains cas limitatifs énumérés par les textes.

## **8.4 Arrêt des travaux**

En cas de travaux à proximité d'ouvrages sensibles pour la sécurité, et si des différences notables sont constatées entre l'état du sous-sol et les informations portées à la connaissance du Titulaire du marché :

- découverte d'un réseau non identifié,
  - écart de localisation d'un réseau tel qu'indiqué par les plans ou lors du marquage / piquetage, ou d'une distance supérieure à l'incertitude maximale liée à la classe de précision indiquée par les plans du concessionnaire,
- entraînant un risque grave pour les personnes et les biens, l'exécutant des travaux, ou à défaut, le responsable du projet chez le Titulaire, doit surseoir immédiatement aux travaux. Il en informe sans délai le maître d'ouvrage et le cas échéant le maître d'œuvre.

Un constat contradictoire d'arrêt de travaux est dressé.

Les travaux restent suspendus tant que la situation entraînant le risque n'est pas résolue. La décision de reprise des travaux est établie par le pouvoir adjudicateur par ordre de service écrit.

Le Titulaire du marché ne subira aucun préjudice ou pénalités du fait de ces événements. En effet, le pouvoir adjudicateur prendra à sa charge l'ensemble des préjudices éventuels (arrêt de chantier, modification du projet, etc.). Un avenant au marché pourra être conclu pour régler ces points.

## **8.5 Protection des personnels**

Le titulaire du marché devra informer son personnel de la localisation des réseaux et des mesures de sécurité à respecter, et s'assurer des attestations de compétences éventuelles.

## **Article 9 CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX**

### **9.1 Réception**

Si le marché est subventionné par l'Agence de l'Eau, la réception ne peut être demandée que si les résultats des essais à effectuer, défini par l'Agence de l'Eau, ne présentent plus de non-conformités.

Le Titulaire avise le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Avant de demander la réception, le Titulaire remet au Maître d'Œuvre, les documents suivants :

- trois exemplaires, dont un reproductible, des plans de récolement des installations conformes à l'exécution,
- les fichiers DWG Autocad et PDF sur clé USB des plans de récolement des installations conformes à l'exécution,
- les manuels en français des matériels installés comprenant les modalités d'exploitation et d'entretien donnant toutes les indications utiles, notamment pour le dépannage du matériel, le graissage (caractéristiques des huiles et graisses à mettre en œuvre), la fréquence et le contenu des visites d'entretien sur clé USB,
- ainsi que l'ensemble des autres documents constitutif du DOE et précisé dans les autres pièces du marché.

Tous les documents doivent être complets et indélébiles, établis d'une façon parfaitement lisible et explicite. Les plans et dessins doivent être entièrement cotés et dressés à une échelle standard suffisante permettant une parfaite compréhension. Ils doivent comporter toutes les indications permettant une identification rapide et sûre de leur objet. Les documents concernant des matériels étrangers doivent être entièrement écrits en français.

La demande de réception n'est prise en considération qu'après production, par le Titulaire, de ces documents et leur acceptation par le Maître d'Œuvre.

Pour la réception, les réseaux, la voirie et ouvrages annexes doivent être soigneusement nettoyés.

### **9.2 Garanties contractuelles**

#### **9.2.1 Délai de garantie**

L'article 44.1 du CCAG est complété comme suit : sauf garantie particulière ci-après, le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à **UN AN** pour l'ensemble des ouvrages et à compter de la date d'effet de la réception des ouvrages.

## 9.2.2 Prolongation du délai de garantie

Conforme à l'article 44.2 du CCAG.

## 9.2.3 Garanties particulières

- Génie civil

### Garantie particulière d'étanchéité ..... 10 ans

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre tout défaut d'étanchéité ou d'aspect sur le complexe d'étanchéité et de revêtement de l'ouvrage.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution. La tolérance est celle fixée par les modalités de réalisation des essais d'étanchéité conformément au C.C.T.G. et au C.C.T.P.

- Tuyaux et ouvrages d'assainissement

Le Titulaire et les fabricants devront garantir :

- la bonne résistance mécanique et à l'abrasion des tuyaux quels que soient les matériaux employés (pas d'ovalisation, pas de fissuration),
- la bonne résistance et tenue des fontes de voirie (cadres et tampons de regard, cadres et grilles avaloirs),
- la stabilité de l'ouvrage,
- l'absence de tassement différentiel (supérieur à 1 cm) entraînant des désordres divers (contre pente, cisaillement de l'ouvrage ...),
- l'étanchéité de l'ouvrage,

**pendant un délai de dix ans** à partir de la date d'effet de la réception des travaux acceptés sans réserve.

Cette garantie engage le Titulaire et les fabricants de tuyaux quels que soient les matériaux utilisés et des fontes de voirie pendant le délai fixé, à effectuer ou à faire effectuer, à leurs frais, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, toutes les réparations nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution en application des critères et dans les termes définis au bordereau des prix.

## Voirie

### Garantie particulière plate-forme et assises .....10 ans

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'ouvrage, les travaux nécessaires pour remédier à tous défauts de portance de la couche de forme et de l'assise de chaussée que ces défauts proviennent des matériaux ou des conditions d'exécution.

### Garantie particulière revêtements hydrocarbonés .....5 ans

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'ouvrage, les travaux nécessaires pour remédier à tous défauts des revêtements hydrocarbonés que ces défauts proviennent de la fatigue des revêtements, de la fatigue des assises et couche de forme ou des conditions d'exécution.

Types de défaut:

- Flache (2 cm mesurés sous la règle de 3 m)
- Orniérage (2 cm mesurés sous la règle de 3 m)
- Fissures longitudinales et transversales (fissures de plus de 2 mm d'ouverture)
- Faïençage (fissures de plus de 2 mm d'ouverture)
- Nid de poule
- Pelade

#### **Garantie particulière revêtements béton .....5 ans**

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'ouvrage, les travaux nécessaires pour remédier à tous défauts des revêtements en pierre naturelle (pavage, bordures de trottoir, caniveaux,...) que ces défauts proviennent de la fatigue des revêtements, de la fatigue des assises et couche de forme, des conditions d'exécution ou des caractéristiques intrinsèques du matériau même ( changement de teinte, oxydation, éclatement...).

#### **Garantie particulière anti-corrosion .....10 ans**

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'ouvrage, les travaux nécessaires pour remédier à tous défauts des revêtements de protection des ouvrages métalliques, mobilier urbain, signalétique, contre la corrosion.

- Espaces verts – Parachèvement et Confortement

Le parachèvement court de la date de réalisation des travaux de plantation, jusqu'à la réception des travaux.

La période de confortement court de la date portée au PV de réception + une année complète de végétation. Elle correspond à la garantie de reprise des végétaux.

#### **Garantie de reprise pour les plantations d'arbres tige, fastigiés, arbustes .....1 an** **Garantie de reprise pour les plantations de vivaces .....1 an**

La garantie prend effet à partir de la date de réception des travaux d'espaces verts, la réception étant prononcée si le constat de reprise s'avère positif.

L'entrepreneur est entièrement responsable de la bonne végétation des plants pendant la période qui précède le constat de reprise.

Le constat de reprise a lieu pendant la période entre le 15 août et le 15 octobre suivant la réception des travaux, ou la période de plantation. Il est obligatoirement précédé d'une campagne d'entretien dont le coût fait partie des prestations de plantation.

D'après le fascicule 35, sont considérés comme végétaux non repris :

- les végétaux morts, endommagés, dépérissant.
- Les végétaux fortement altérés, couronne rachitique, rameaux et charpentières dépérissant.
- Les végétaux en mauvais état sanitaire, symptômes d'attaques d'insectes, champignons ou tout autre agent pathogène connu dommageable pour l'espèce.
- Pour les arbres lorsque plus d'un tiers des rameaux sont morts.

La réception est prononcée si le taux de reprise des végétaux lors du constat de reprise est égal ou supérieur :

- à 100% pour les arbres tiges et fastigiés,

- à 85% pour les arbustes, arbrisseaux, plantes couvre sol et grimpantes

Si ces valeurs n'étaient pas atteintes, la réception serait reportée au 31 décembre suivant, et en tous les cas après le remplacement de la totalité des végétaux morts et non conformes, leur remplacement devant intervenir impérativement du 1<sup>er</sup> Novembre au 31 décembre.

Lorsque la réception est faite, l'entrepreneur remplace les végétaux non repris ou manquants avant le 31 décembre.

Un constat annuel fera apparaître la liste des végétaux à changer dans le cadre de la garantie et la liste des végétaux dont le changement sera rémunéré à l'entrepreneur (accidents non imputables à l'entrepreneur, actes de malveillance).

L'entrepreneur est tenu de remplacer les végétaux morts, quelle que soit la cause de leur perte. Le remplacement se fait dans une taille immédiatement supérieure à celle prévue lors du marché ou, s'il s'agit d'un ensemble de végétaux à remplacer, avec une densité plus forte que celle indiquée dans le marché (le terme « remplacement » comprend l'achat du végétal, sa manutention, son transport y compris chargement, déchargement et stockage éventuel et sa plantation).

Le remplacement des végétaux morts comprend les travaux annexes suivants :

- changement de terre (déblais, stockage éventuel, évacuation à la décharge y compris transport, chargement et déchargement, remblais avec reprises éventuelles des terres stockées, apport des nouvelles terres y compris fourniture),
- apport d'engrais,
- tuteurage, etc...

La replantation étant exécutée comme s'il s'agissait d'une plantation nouvelle.

### **9.3 Assurances**

Il est à noter que cette clause est valable pour tout intervenant sur chantier (mandataires, sous-traitants, cotraitants, prestataires de services, fournisseurs...).

L'entrepreneur ainsi que les cotraitants et les sous-traitants désignés dans le marché devront justifier au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des travaux, qu'ils sont titulaires des assurances définies ci-après.

- A.** L'entreprise titulaire sera tenue d'avoir une assurance individuelle garantissant la responsabilité civile (articles 1382 à 1384 du Code Civil) du chef de l'entreprise pour couvrir les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature causées aux tiers du fait de son activité sur le chantier

Conformément au C.C.A.G, la garantie doit être suffisante. Elle comprendra notamment une police individuelle de base, conforme au modèle de la Fédération Nationale du Bâtiment et couvrant les risques d'écroulement en cours de travaux.

## **B. Assurance de responsabilité décennale**

Les titulaires doivent être garantis par une police couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code Civil.

Cette police comporte le maintien de la garantie jusqu'à la fin de la présomption de responsabilité décennale.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

**L'entreprise fournira les attestations d'assurance dans un délai maximum de huit jours après notification du marché.**

## **Article 10 RÉSILIATION – INTERRUPTION DES TRAVAUX**

### **10.1 *Résiliation pour défaut d'assurance***

Le défaut d'assurance, telle qu'elle est demandée au § 9.3 est une clause de résiliation du marché aux torts du Titulaire.

### **10.2 *Pour non-conformité aux prescriptions du C.C.T.P.***

En cas de non-respect des prescriptions du C.C.T.P., le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux torts du Titulaire dès lors que sa responsabilité aura pu être démontrée. Cette résiliation interviendra dans les conditions prévues à l'article 49 du C.C.A.G.

Dans ce cas, il pourra être pourvu, par le pouvoir adjudicateur, à l'exécution du marché aux frais et risques du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 52 du C.C.A.G.

### **10.3 *Pour fusion de société***

Dans l'hypothèse où le Titulaire disparaîtrait par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur des documents énumérés au C.C.A.G. complétés par l'acte portant la décision de fusion et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application du C.C.A.G.

### **10.4 *Autres cas de résiliation :***

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés au dans le code de la commande publique pour valider la candidature ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.



## 10.5 Arrêt de chantier ordonné par le Maître d'Œuvre pour le Maître d'Ouvrage

Dans le cadre de ses prérogatives, le Maître d'Œuvre peut être amené à prononcer l'arrêt provisoire du chantier.

**Par dérogation à l'article 53.1.1. du CCAG**, l'ordre de service d'arrêt de chantier suspend le délai contractuel mais n'ouvre aucun droit à indemnité, quelles que soient les raisons ayant motivé l'arrêt de chantier.

Les variations piézométriques de la nappe au cours du chantier ainsi que l'hétérogénéité du sol entre sondages sont des sujétions normalement prévisibles qui n'ouvriront aucun droit à indemnité, conformément à l'article 9.1.1 du CCAG.

## Article 11 CHANGEMENT EVENTUEL DU TAUX DE TVA

Le taux de T.V.A. appliqué est celui en vigueur lors de la remise des offres. Toutefois, si ce dernier se trouvait changé lors de l'établissement des mémoires, le taux rectifié serait appliqué.

## Article 12 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

### 12.1 *Dérogations au C.C.A.G. Travaux :*

Dérogations à l' :

par :

Article 4.1 du CCAG

Article 1.10 du CCAP,

Article 10.4 du CCAG

Article 2.6 du CCAP

Article 14.3 et 15.1 du CCAG

Article 3.3 du CCAP,

Article 19.2 du CCAG

Article 4.3 du CCAP,

Article 34.1 du CCAG

Article 6 du CCAP,

Article 28.5 du CCAG

Article 7.3 du CCAP,

Article 27.3 du CCAG

Article 8.2 du CCAP,

Article 53.1.1 du CCAG

Article 9.5 du CCAP,

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

L'Entreprise,  
(mention manuscrite "Lu et Approuvé")